

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 186 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2982 - Prix : 1€



Aides publiques aux entreprises : qui sont les assistés ?

Page 6

Usine sucrière de Bois-Rouge : grève contre la baisse des salaires

Page 9

Madagascar : manifestations de colère contre les coupures d'eau et de courant

Page 11

ÉDITORIAL

Tôt ou tard, nous leur donnerons des raisons d'avoir vraiment peur !

Le monde bourgeois voit rouge. Rendez-vous compte, l'idée de taxer un petit peu les ultra-riches fait son chemin, et la taxe Zucman serait plébiscitée par 86 % des personnes interrogées ! Et, comble de l'horreur, un des fidèles serviteurs de ces riches, l'ex-président Sarkozy, vient d'être condamné à cinq ans de prison pour association de malfaiteurs !

À entendre le Medef et nombre de politiciens bourgeois, le pays serait sous la coupe de juges rouges et d'économistes « d'extrême gauche ». Quel cinéma ridicule et révoltant !

Connaissez-vous un seul condamné à de la prison invité à se répandre dans la presse comme Sarkozy ? Depuis sa condamnation, ses avocats occupent les plateaux de télévision pour crier au complot et à l'injustice. Mieux, une partie du gratin politique et médiatique s'insurge pour sauver le soldat Sarkozy, comme s'il s'agissait d'une nouvelle affaire Dreyfus !

Sarkozy et Le Pen ont été en pointe pour exiger une justice plus sévère. Et quoi qu'ils en disent aujourd'hui, les tribunaux sont bien plus durs avec les travailleurs, les pauvres et les jeunes des quartiers populaires qu'avec les grands patrons et les politiciens. La mise sous écrou avant l'appel serait une injustice ? Mais il y a aujourd'hui plus de 20 000 personnes en détention provisoire, qui sont donc dans l'attente de leur procès. Pourquoi Sarkozy ou Le Pen devraient-ils bénéficier d'un sort particulier ?

Le grand patronat étaie la même arrogance. Il crie à la spoliation au prétexte que le gouvernement pourrait lui demander de participer, un tout petit peu, au remboursement de la dette.

Le Medef a même appelé à une journée de contestation patronale le 13 octobre. Mais rassurez-vous, il n'y aura pas de manifestations de rue, pas de cortèges de Gilets jaunes griffés Dior ni de black blocs en cagoule Hermès, juste un meeting patronal.

Les capitalistes vont bien, très bien même ! Ils n'ont jamais concentré autant d'argent entre leurs mains. La fortune des 500 premières familles bourgeoises de ce pays a été multipliée par 12 en moins de trente ans. Elle est passée de moins de 100 milliards en 1996 à 1 128 milliards aujourd'hui.

Ils ont amassé ces fortunes par l'exploitation des travailleurs et les profits records de ces dernières années. Et ils les ont arrondies en obtenant des réductions d'impôts et le droit de piller les caisses de l'État comme jamais. Avec les 211 à 270 milliards d'euros d'aides publiques qu'ils ont encaissées, sans contrôle ni contrepartie, ce sont eux qui ont creusé la dette.

Loin d'être à plaindre, cette classe bourgeoise détient tous les leviers du pouvoir. Elle a à sa botte les gouvernements, les administrations de l'État, et l'écrasante majorité des politiciens. Elle a de son côté la police et l'armée. Il en va de même de la magistrature, majoritairement issue de ses rangs et attachée à l'ordre bourgeois. Et au travers des journaux, des chaînes de télé et des réseaux sociaux qu'elle a achetés, elle a le pouvoir médiatique et déverse sa propagande 24h sur 24.

Tous ces nantis, exploiteurs et parasites, ne sont pas contents d'être critiqués et encore moins de voir certains des leurs atterrir en prison. Mais surtout, ils défendent leurs intérêts : ils veulent continuer à amasser des mille et des cents, malgré la dette, malgré la crise de leur système, malgré la guerre commerciale féroce, et malgré les bruits de bottes qui se multiplient. Et ils feront tout pour que les travailleurs, les retraités, les chômeurs et les malades se résignent aux sacrifices qu'ils exigent.

C'est cette politique patronale que Lecornu doit mettre en musique. S'il n'arrive pas à constituer une majorité et un gouvernement, la tâche reviendra à son successeur.

Alors, les travailleurs doivent organiser une contre-offensive d'ampleur. C'est ce qu'ont commencé à faire ceux qui se sont mobilisés les 10 et 18 septembre. Il faut trouver le moyen de continuer.

Après s'être précipitées à Matignon le 24 septembre, les confédérations syndicales ont dû reconnaître que Lecornu n'avait que des coups à proposer aux travailleurs. Elles appellent donc à une nouvelle mobilisation jeudi 2 octobre. C'est une occasion à saisir pour se faire entendre au moins autant que le patronat.

Aujourd'hui, la bourgeoisie crie avant d'avoir reçu les coups qu'elle mérite. Mais arrivera le moment où les travailleurs auront la volonté de lui arracher sa fortune mal acquise et la feront tomber de son piédestal. Et ce jour-là, oui, la bourgeoisie aura une bonne raison de mourir de trouille !

Nathalie ARTHAUD

Lecornu : écorner les riches pour écorcher les pauvres ?

Le Premier ministre nouvellement promu Sébastien Lecornu se trouve devant la même feuille de route et les mêmes difficultés que ses prédécesseurs.

Pour conforter les profits des grandes entreprises et les rentes de leurs actionnaires dans cette période troublée, son gouvernement devra réduire la part qui revient aux travailleurs, aux retraités, aux services publics utiles à la population, aux budgets dits sociaux. Il lui faut donc trouver une majorité relative de députés prêts à le soutenir et, surtout, il doit inventer l'enrobage politique pour que la population l'accepte et que chaque parti ministériel puisse

dire à ses électeurs qu'il n'a pas trahi son programme.

Les gages promis à la droite et à l'extrême droite sont connus, à commencer par le maintien de Retailleau au ministère de l'Intérieur et de la xénophobie. Mais Lecornu doit obtenir la non-censure d'une partie au moins de la gauche, des députés du PS en particulier, assortie de la bienveillance de quelques directions syndicales. Et il doit faire baisser la pression sociale découlant du contraste flagrant entre les fortunes accumulées par une toute petite minorité et les difficultés croissantes de l'écrasante majorité.

Il n'y a qu'un seul chemin pour donner l'illusion de la justice, faire

payer, si peu que ce soit, les milliardaires. Il faudrait, comme nombre de responsables politiques et d'éditorialistes l'en pressent, que Lecornu ose demander demain quatre milliards aux ultra-riches pour pouvoir extorquer tout de suite quarante milliards à la population travailleuse. La difficulté est que le grand patronat ne veut pas céder un centime et le fait savoir à cor et à cri, sur tous les médias, de toutes les façons.

Mais, que les milliardaires se prêtent, volontairement ou pas, à la comédie, que les députés de gauche acceptent ou non de tenir leur partition, il s'agira en définitive pour tous ceux-là de trouver le moyen de faire payer les travailleurs.

Syndicats : la satisfaction... d'être reçus à Matignon !

Une semaine après celle du 10 septembre, la journée du 18 a été une réussite. Mais au lieu de s'appuyer sur le relatif succès de ces deux journées pour appeler à continuer et élargir la mobilisation, les dirigeants syndicaux ont demandé à être reçus à Matignon. Mais qui peut sérieusement penser que Lecornu va renoncer aux attaques programmées contre les classes populaires sans une mobilisation massive et déterminée du monde du travail ? Sortant de leur rendez-vous avec Lecornu, mercredi 24 septembre, les dirigeants syndicaux disent n'avoir « obtenu aucune réponse claire ». Quelle surprise ! Ils ont donc programmé une nouvelle journée d'action, le 2 octobre.

En demandant un rendez-vous à Lecornu, les syndicats ont montré ce qu'ils voulaient : être reconnus comme des partenaires sociaux. C'est aussi dans cet objectif que les directions syndicales ont concentré leurs appels à se mobiliser sur la date du 18 septembre plutôt que sur celle du 10. Elles voulaient démontrer

qu'elles sont capables de mobiliser le jour de leur choix les travailleurs, qu'elles considèrent comme leurs troupes, et, tout autant, de canaliser leur colère. Après les 10 et 18 septembre, les directions syndicales ont donc rappelé aux gouvernants que, s'ils veulent imposer leurs mesures aux salariés, elles sont un interlocuteur nécessaire car elles sauront se faire obéir. En même temps, elles ont rappelé aux travailleurs que c'est d'elles et d'elles seules qu'il faut at-

tendre les consignes auxquelles il faudra se plier. La manœuvre se poursuit donc avec un appel pour le 2 octobre.

Mais bien des travailleurs, justement, sont convaincus qu'il n'y a pas grand-chose à en attendre. Alors, pour se faire craindre du gouvernement et du patronat, ils devront se donner les moyens de se diriger eux-mêmes, en décidant démocratiquement de leurs objectifs de lutte et des moyens de les atteindre.



État palestinien : les calculs de Macron

En reconnaissant l'État palestinien depuis la tribune de l'ONU, Macron, détesté et sans majorité en France, espère apparaître aux yeux du monde comme l'auteur d'un geste historique. Outre que le geste est tardif, il résulte surtout d'un calcul cynique.

Depuis son élection, Macron a montré un soutien appuyé à l'État d'Israël, et pour faire bonne mesure, il a traité d'antisémites tous ceux qui osaient dénoncer les massacres commis à Gaza par l'armée israélienne et proposé d'assimiler l'antisionisme à de l'antisémitisme. Le tournant de Macron, accompagné par les dirigeants britanniques, canadiens et par plusieurs autres dirigeants occidentaux qui se bornaient jusque-là à parler d'une « solution à deux États » tout en refusant de reconnaître un État palestinien, est donc aussi récent que calculé. Cette conversion est motivée par les intérêts de l'impéria-

lisme français au Moyen-Orient.

La France et la Grande-Bretagne, vieilles puissances impérialistes qui s'étaient partagé le Moyen-Orient il y a plus d'un siècle avant d'être supplantées par les États-Unis, n'ont cessé de manœuvrer pour conserver des positions, faire des affaires avec tous les États de la région, Israël comme les États arabes. Au gré des périodes et des événements, pour assurer les contrats de Dassault, Total, Bouygues, Alstom, la diplomatie française a oscillé entre des prises de position pro-arabes et pro-israéliennes.

Or, depuis deux ans, la fuite en avant guerrière de Netanyahu et ses ministres d'extrême droite, appuyée sans condition par les États-Unis, a changé la donne au Moyen-Orient. Sous la direction de Trump, les États-Unis se montrent pour les dirigeants arabes un protecteur de moins en moins fiable. Ceux-ci ne peuvent qu'être poussées à élargir leurs

alliances. Ainsi, l'Arabie saoudite, après avoir rétabli ses relations avec l'Iran sous le parrainage de la Chine, vient-elle de signer un accord de défense avec le Pakistan. Cela offre aux dirigeants des vieilles puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, des créneaux pour se positionner.



Retailleau agite son drapeau

La décision de certains maires d'arborer le drapeau de la Palestine le 22 septembre, jour où Macron devait la reconnaître solennellement comme un État devant l'assemblée de l'ONU, a déclenché une tempête... dans un verre d'eau.

« L'État, non seulement ne demande pas le pavoiement, mais demande le non-pavoiement », a insisté le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, Hugues Moutouh, sans doute à l'adresse de ceux qui auraient pris l'annonce de Macron pour une autorisation, voire l'occasion de manifester leur solidarité avec les Palestiniens massacrés. Mais Retailleau, lui, est aussitôt monté au créneau. Ministre de l'Intérieur, il a voulu interdire purement et simplement toute initiative dans ce sens, et a demandé aux préfets de faire respecter cette interdiction. Plusieurs dizaines de villes ont passé outre,

malgré les menaces des préfets de saisir la justice et d'infliger des amendes aux contrevenants.

N'étant plus que le ministre de l'Intérieur d'un gouvernement démissionnaire, il faut bien que Retailleau essaie de continuer à exister en visant l'électorat réactionnaire. Pour le secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, au contraire, afficher son soutien à l'initiative prise par les maires récalcitrants était l'occasion de se redonner quelques couleurs de gauche en s'opposant à Retailleau sur cette question. On avait pourtant bien peu entendu jusque-là le PS condamner le massacre des Palestiniens par le gouvernement Netanyahu, et c'est peu dire.

Retailleau a justifié son interdiction au nom du « principe de neutralité des services publics », un principe pour le moins à géométrie variable si l'on en juge par le nombre de drapeaux divers et variés arborés dans les bâtiments officiels en fonc-

tion des circonstances. L'affichage des drapeaux ukrainiens en particulier ne déclenche pas de telles polémiques. Celle du drapeau bleu blanc rouge non plus... dont il faudra pourtant bien un jour retrancher les deux premières couleurs !



Fin du SNU : service militaire au volontariat ?

Lecornu vient d'annoncer presque en catimini la fin du Service national universel, dont le dispositif ne sera pas renouvelé en 2026.

Créé en 2019, le SNU devait toucher les jeunes de 15 à 17 ans pour leur faire partager, selon Macron qui en était l'initiateur, « un moment de cohésion visant à impliquer la jeunesse française dans la vie de la Nation » et à « favoriser un sentiment d'unité nationale ». Le lever du drapeau, l'encadrement pendant plusieurs journées par des militaires visaient à embrigader la jeunesse

pour la préparer à une nouvelle guerre.

Au tout début, le SNU ne concernait que les volontaires mais très rapidement, le gouvernement a voulu le rendre obligatoire et a incité les lycéens des classes de seconde à remplacer leur stage de fin d'année par le SNU. Attal, alors Premier ministre, avait annoncé en 2024 sa généralisation pour 2026. Mais le coût de ce dispositif payé par l'Éducation nationale se montait à 2 300 euros par jeune, et cela alors que l'école manque d'argent. De plus, le SNU n'avait pas du tout rencontré l'engouement escompté auprès des

jeunes qui l'ont largement boudé.

Les militaires eux-mêmes n'étaient pas du tout convaincus de l'utilité de cette formule pour recruter de la chair à canon. Le chômage, la dégradation des conditions de vie dans les milieux populaires poussent de toute façon de nombreux jeunes à s'enrôler.

Le SNU a donc été enterré. À la place, Lecornu a évoqué la mise en place « un service militaire rénové » qui se ferait au volontariat, afin de montrer qu'il n'a pas renoncé à mettre le kaki au goût du jour.

Télévisions : il faut voir comme on nous parle

La présidente de France Télévisions, Delphine Ernotte, défend le service public face aux médias privés avec pour argument principal, en substance, qu'en cas de guerre, l'État aura bien besoin d'une télévision aux ordres ! Voilà qui promet.

Dans son interview au journal *Le Monde*, Ernotte dénonce les chaînes du groupe du milliardaire Bolloré et dit à propos de la chaîne CNews : « Qu'ils assument d'être une chaîne

d'extrême droite ! » Et il suffit de regarder cette chaîne, ne serait-ce que quelques minutes dans la journée, pour se dire que, sur ce point, elle n'a pas tort.

Cependant, ses explications pour réclamer des crédits au gouvernement valent le détour. Ainsi, explique-t-elle : « *Lorsque je discute avec mes collègues européens, les seuls qui comprennent vraiment la situation sont la Suède et l'Ukraine. Volodymyr Zelensky, qui manque de tout, n'a pas coupé les crédits de*

l'audiovisuel public. En Suède, c'est le chef d'état-major lui-même qui s'est élevé publiquement, dans une tribune, pour qu'on ne s'attaque pas aux crédits de l'audiovisuel public. [...] Que se passe-t-il demain s'il y a la guerre en Europe ? Qui va défendre la position française ? »

Entre la télévision qui donne la parole à l'extrême droite et celle qui rêve de faire parler les militaires, voilà la population bien encadrée !

Bernard Arnault : il voit du rouge partout

L'un des ultra-riches, Bernard Arnault, à la tête du groupe du luxe LVMH, a réagi violemment à la proposition avancée par l'économiste Gabriel Zucman.

La taxe de 2 % proposée, sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros, – soit 1 800 foyers fiscaux – est pourtant très symbolique.

La deuxième fortune française (et septième mondiale, d'après le magazine *Forbes*) a déversé le 20 septembre son mépris inquiet dans les colonnes de l'hebdomadaire britannique *Sunday Times*. « *On ne comprend pas, dit Bernard Arnault, les positions de Monsieur Zucman si l'on*

oublie qu'il est d'abord un militant d'extrême gauche. À ce titre, il met au service de son idéologie (qui vise la destruction de l'économie libérale, la seule qui fonctionne pour le bien de tous) une pseudo-compétence universitaire qui elle-même fait largement débat ». Et d'ajouter que l'économiste montre « *une volonté clairement formulée de mettre à terre l'économie française.* »

Que le multimilliardaire se rebiffe est assez logique. À la tête d'un patrimoine de 131 milliards d'euros, le propriétaire de Louis Vuitton, Dior, Moët Hennessy, Chaumet... qui vient de s'offrir pour 200 millions le petit bijou de l'Hôtel Cap Estel, une pres-

qu'île privée près de Monaco, sans aucun rapport bien sûr avec les 275 millions d'aides publiques reçues par LVMH, ne tient pas à ce que son patrimoine soit taxé – à peine – davantage. Quant à ses revenus personnels, il n'en dit mot.

Il est vrai que, pour ces grandes fortunes, les revenus gagnent à être illico transformés en patrimoine professionnel par le biais commode des holdings familiales, et donc à échapper à l'impôt sur le revenu. Les 200 000 salariés du groupe d'Arnault auxquels il doit son indécente fortune apprécieront.

Aides publiques aux entreprises : qui sont les assistés ?

Après que le Sénat a évalué cet été les aides annuelles de l'État au patronat à plus de 211 milliards, Le Nouvel Obs publie à son tour une estimation qui se monte à 271 milliards d'euros.

Ces différences de chiffres n'ont rien d'étonnant car tout est fait pour cacher l'ampleur de ces aides. Elles proviennent aussi de leur multiplicité. Le Sénat en a même dénombré 2 267 ! Celles-ci sont constituées de subventions directes, mais aussi d'exonérations de cotisations sociales sur les salaires, d'allégements d'impôts comme le Crédit impôt recherche (CIR), de prêts gratuits ou à taux préférentiels, etc.

Pour justifier ces cadeaux, les gouvernements utilisent toujours le grossier mensonge selon lequel cela relancerait l'emploi. Mais comme

bien sûr ils n'imposent aucune contrepartie aux patrons, ces aides relancent surtout leurs profits. Ainsi Michelin, qui a touché en 2024 au moins 140 millions de l'État, a fermé dans le même temps ses usines à Cholet et à Vannes, tout en versant 974 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires, plus qu'en 2023 ! Et on pourrait multiplier les exemples à l'infini : Stellantis, Sanofi, LVMH, STMicroelectronics, etc.

Ces cadeaux bénéficient principalement aux plus grands groupes capitalistes. Même quand les petites entreprises arrivent à toucher ces aides, celles-ci finissent en grande partie dans les caisses des plus grandes. Concernant le CICE, un cadeau fiscal créé par le socialiste Hollande en 2012, un rapport de l'organisme étatique, France Straté-

gie, a signalé que les petites entreprises « ont transmis une partie du CICE à leurs entreprises clientes ou donneuses d'ordres, en réduisant ou en limitant la hausse des prix des biens et des services ».

Ces cadeaux de l'État aux grands groupes sont aussi vieux que le capitalisme. Mais ces quarante dernières années ils ont fortement augmenté. Les exonérations de cotisations sociales sur les salaires payées par le patronat ont, par exemple, été multipliées par trois en dix ans et dépassent aujourd'hui les 75 milliards d'euros. Les aides de l'État aux entreprises représentent aujourd'hui presque 40 % de son budget. C'est autant d'argent en moins pour l'éducation, la santé, les transports en commun et tous les services utiles à la population.

Les élus réunionnais à la rescoufle pour défendre les intérêts patronaux

Face à la simple menace de voir raboter leurs exonérations de cotisations patronales, les patrons réunionnais ont poussé des cris d'orfraie menaçant le gouvernement de devoir jeter au chômage quelques milliers de travailleurs en plus. On a le courage qu'on peut !

Mais voilà que dans leur désarroi

ils ont trouvé d'inattendus soutiens parmi les élus réunionnais de gauche.

Emeline K'Bidi a estimé que « supprimer la Lodeom, c'est condamner beaucoup d'entreprises à licencier » et s'est interrogée : « Où sont les preuves de la fraude évoquée par l'Igas et l'IGF ? ».

Frédéric Maillot a insisté sur la

dimension « de justice sociale » du dispositif.

Quand les « Insoumis » défendent, dans l'opposition, le même camp social que Macron qu'en sera-t-il demain s'ils parviennent aux affaires et quels sacrifices seront-ils prêts à demander aux travailleurs pour soutenir leurs exploiteurs ?

Assurances : pour les profits, ils assurent !

Selon une étude publiée le 19 septembre par le cabinet Facts & Figures, spécialisé dans le secteur de l'assurance, l'ensemble des contrats devraient connaître une forte augmentation en 2026.

En 2026, le prix payé par les assurés devrait augmenter en moyenne de 4 % à 5 % pour l'automobile et de 4 % à 6 % pour l'assurance habitation multirisque. Une augmentation bien supérieure à l'évolution des salaires et qui s'ajoute à toutes les autres.

Ces hausses de prix sont d'autant plus insupportables qu'elles

s'ajoutent à celles des années précédentes. En 2024, les tarifs de l'assurance automobile ont augmenté en moyenne de 5,5 % et ceux de l'habitation de 6,6 %. En 2025, l'assurance automobile a connu une nouvelle hausse, en moyenne de 5 %, et de près de 11 % pour l'assurance habitation.

Que l'on soit assuré par AXA, Groupama ou Covea (MMA, GMF et Maaf), les justifications des hausses de tarifs sont toujours les mêmes : les intempéries et catastrophes naturelles se sont multipliées et les prix des pièces détachées ont augmenté...

En résumé, les sociétés d'as-

surance se plaignent de devoir faire leur métier, consistant à rembourser au moins une partie des frais occasionnés par ces sinistres et ces accidents. C'est tout de même cela qui est censé justifier les cotisations dont les assurés s'accordent.

Ces groupes d'assurance ont largement les moyens de payer. Ainsi, tandis que les tarifs pour les assurés augmentaient en 2024, le groupe AXA, pour ne parler que de lui, annonçait cette même année un bénéfice de 8,1 milliards d'euros, en hausse de 7 % par rapport à 2023.

Énergies fossiles : discours et réalité

En 2015, en grande pompe, 200 pays promettaient solennellement, lors de l'accord de Paris, de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle.

Ils s'engageaient en particulier à réduire la production de combustibles fossiles, charbon, pétrole et gaz. Dix ans plus tard, cette production a atteint le double de celle qui serait compatible avec cet objectif !

L'Institut de l'environnement de Stockholm et l'Institut pour un développement soutenable viennent de publier le 22 septembre leur rapport annuel concernant les prévisions de production des principaux États producteurs d'énergies fossiles d'ici 2030. Elles sont de 120 % supérieures au volume conciliable avec un réchauffement de 1,5°C et de 77 % supérieures à celui d'un réchauffe-

ment à 2°C. Et cet écart ne fait qu'augmenter.

Le Brésil, qui va accueillir prochainement la nouvelle messe climatique, la COP30, est à l'image de cette fuite en avant générale, puisque sa production de pétrole aura augmenté de 50 % en 2030 par rapport à 2023 et celle du gaz de 110 %.

L'auteur du rapport explique de façon laconique : « *Il y a une déconnexion entre les ambitions climatiques de ces pays, qui ont souvent pris l'engagement d'atteindre la neutralité carbone, et leurs plans en matière de production fossile.* »

Par ailleurs, l'ONG Reclaim Finance a publié le 23 septembre une étude montrant que les plus grandes banques du monde ont financé entre 2021 et 2024 deux fois plus les énergies fossiles que la prétendue « transition énergétique ».

La boussole des capitalistes est ai-

mantée en direction du profit. Ils ne se demandent même pas si une planète un peu trop réchauffée permettra d'en produire encore.



CMA CGM : milliardaire à la tonne

Le 17 septembre, Rodolphe Saadé, propriétaire et dirigeant de CMA CGM, troisième armateur au monde pour le trafic de conteneurs, a été auditionné par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale.

Pour la septième fois, des élus ont demandé à l'armateur milliardaire de s'expliquer sur le décalage énorme entre les subventions, aides, cadeaux, aménagements divers offerts par l'État et les collectivités à CMA CGM et le peu de profit qu'en tire « le pays ».

Par exemple, la taxation au tonnage, cet impôt particulier remplaçant pour les armateurs l'impôt sur les sociétés, s'est traduite en 2023 par un dégrèvement d'impôt de plus de cinq milliards d'euros pour la compagnie. Ayant réalisé cette année-là plus de vingt milliards d'euros de bénéfices, elle n'avait payé que 180 millions d'impôts ! Mais, dit l'armateur, cette taxe est commune à

tous les pays du monde, la supprimer en France reviendrait à l'affaiblir devant la concurrence...

Un autre cadeau, dont le prix est certainement énorme quoique très difficile à évaluer, est la mobilisation de la marine nationale pour escorter les navires de CMA CGM sur la route de Suez, où plane la menace des drones et missiles venus du Yémen. Interrogé sur ses intentions, Saadé a bien voulu consentir à envisager une participation de sa part, si la situation perdure.

Mais après s'être ainsi expliqué, ou plutôt défaussé, l'armateur a présenté ses demandes. Outre la demande de nouvelles aides au nom de la décarbonation de sa flotte, il demande le soutien de l'État pour le partage en cours des ports et des routes commerciales de la planète au nom de l'intérêt du « pays ».

La presse rend pourtant compte de la liste de navires, d'installations portuaires, de lignes de chemins de fer, d'entrepôts logistiques, de flottes

de camions et d'avions-cargos, de journaux, radios et télévisions, etc. de la galaxie CMA CGM. On y apprend en outre, le 22 septembre, que la compagnie a acheté une des principales entreprises ferroviaires britanniques, soit 78 locomotives et 2 000 wagons, devenant ainsi le premier transporteur de conteneurs au départ, à l'arrivée et à l'intérieur du Royaume-Uni.

Reste la question posée par les députés : en quoi l'activité de CMA CGM est-elle profitable « au pays » ? Eh bien, grâce au soutien inconditionnel et permanent des pouvoirs publics, l'activité de la compagnie a permis de porter la fortune personnelle de Rodolphe Saadé à près de huit milliards d'euros en 2025. De quoi rendre « le pays » fier de ses milliardaires !

DANS LES ENTREPRISES

Grève du 18 septembre, les dockers rejoints par les électriciens

Jeudi 18 septembre, plusieurs milliers de grévistes ont défilé à Saint-Denis et à Saint-Pierre pour crier leur colère contre l'offensive menée par le gouvernement et le patronat contre les droits des travailleurs à prendre une retraite en temps et en heure, à se soigner même quand on n'a pas le sou, à recevoir un salaire qui ne soit pas épuisé le 15 du mois, en un mot à vivre dignement de son travail.

Ce jour-là, les dockers en grève avaient décidé de rester sur Le Port, plantant leur piquet de grève devant les grilles menant aux docks. Alors qu'ils avaient rejoints les ouvriers d'EDF devant la centrale thermique de la Possession lors de leur dernière grève pour l'augmentation de leurs salaires, le 18 ce sont ces derniers qui ont rejoints les dockers, formant un groupe compact de 150 manifestants.

Si l'idée de joindre leurs forces, d'habitude éparsillées, vient aux travailleurs en lutte, c'est bien le meilleur chemin à prendre face à un pouvoir qui utilise tous les strata-



FB

gèmes pour monter les travailleurs les uns contre les autres. Et le but avancé par les promoteurs de la journée du 10 septembre de « tout bloquer » pourrait, repris par les travailleurs, se traduire plutôt qu'on ne pense par une grève qui va en s'élargissant et paralyse non seulement l'économie, mais prive le patronat du pouvoir qu'il a sur nous quand nous sommes rivés à la machine et sous ses ordres !

Et l'on pourrait voir alors « qui est le maître » !

Case à Pains liquidée, les charrettes de licenciements continuent

Après la perte du marché de leur entreprise, RVE, de la collecte des équipements électriques et électroniques usagés, les quelques 120 salariés de cette société risquent de perdre quasiment tous leur emploi, le patron de la nouvelle entreprise, le



groupe Dijoux, à qui cette activité a été attribuée par l'organisme Eco-systèmes agréé par l'État, n'ayant l'intention de ne reprendre que quelques travailleurs de RVE.

Le 19 septembre dernier, c'était au tour des 188 travailleurs des boulangeries Case à Pains de connaître le sort qui leur était réservé. Le tribunal de commerce a décidé de liquider leur société. Ils ne leur laisse que trois mois de répit en attendant qu'un repreneur se manifeste et soit accepté par l'instance judiciaire. Ils risquent eux aussi de perdre leur emploi après avoir travaillé au taquet pendant des années pour leur patron.

Reprise, faillites, passifs, voilà les mots que patrons et actionnaires jettent à la tête des travailleurs quand

ils veulent se débarrasser d'eux au moindre frais pour aller placer leur magot ailleurs. Quel contrôle ont les travailleurs sur l'argent entrant et sortant des entreprises ? Aucun ! A leurs demandes d'explications, les tribunaux leur répondent en choeur qu'on ne peut rien leur dire tenus qu'ils sont par le « secret des affaires ». Pas question donc de contrôle démocratique dans les entreprises. On n'élit pas les patrons. L'ouvrier est là pour travailler et suer de la plus value !

Mais quand sa vie est en jeu, doit-il se taire et s'abstenir de demander des comptes ?

GBH, leader de... l'exploitation des travailleurs

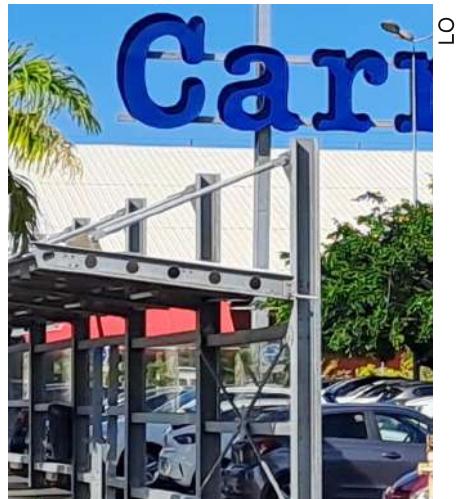
Accusé de contribuer à la vie chère aux Antilles et à La Réunion, d'opacité sur son chiffre d'affaires et ses bénéfices, le Groupe Berbard Hayot (GBH) a publié ses comptes pour la première fois cette année.

GBH fait d'énormes profits sur le dos des consommateurs et des salariés du groupe. Il a déclaré un bénéfice net de 202 millions d'euros en 2024 pour un chiffre d'affaires qui dépasse les 5 milliards.

Propriétaire de Carrefour, Décathlon ou bien encore M Bricolage à La Réunion, GBH tire près de la moitié de ses revenus de l'automobile (vente, location, réparation, pièces détachées) et de secteurs diversifiés comme le rhum et l'agroalimentaire.

Mais il y a un autre domaine dans

lequel excelle GBH : l'exploitation des travailleurs avec le recours fréquent aux CDD, à l'intérim, la pratique de bas salaires et des conditions de travail déplorables. Loin des soi-disant « *valeurs humaines fortes depuis 60 ans* » dont se targue GBH sur son site internet. Les repos hebdomadaires et quotidiens ne sont pas respectés ; il est de plus en plus fréquent que les employés travaillent le dimanche après 12h00 ; même les cadres et les agents de maîtrise subissent des semaines de travail exténuantes, allant de 60 à 70 heures ; la surcharge de travail due à un sous-effectif conduit à des burn-out ; des pressions sont exercées sur les salariés en arrêt maladie pour les pousser à reprendre le travail, malgré leur état de santé.



Les capitalistes veulent faire payer la sauvegarde de leurs profits aux travailleurs et aux consommateurs. Seul un sérieux coup de colère pourrait les arrêter.

Usine sucrière de Bois-Rouge : grève contre la baisse des salaires

À l'usine sucrière de Bois-Rouge, appartenant au groupe Tereos, les dernières NAO de juin dernier avaient accouché d'une souris, la direction n'ayant concédé qu'une augmentation salariale de 53 euros brut mensuelle, raison pour laquelle le syndicat CGTR avait refusé de signer l'accord salarial.

Mais une deuxième provocation de ce groupe, riche à millions et percevant chaque année de confortables aides de l'État et de l'Europe, a été la goutte qui a fait déborder le vase parmi les ouvriers et techniciens.

Peu après le début de la campagne sucrière en juillet dernier, cette même direction prétextait une baisse de tonnage à la récolte pour cause de passage du cyclone Garance, annonçait que l'usine ne fonctionnerait que 4 jours par semaine au lieu de 5 avec pour conséquences une baisse de 3 à 400 euros mensuels de salaire et pour les saisonniers le risque de ne pas pouvoir cumuler le nombre d'heures de travail minimum nécessaire pour bénéficier des indemnités chômage. Or il s'avère ces dernières semaines que le tonnage récolté est supérieur à ce qu'annonçait la direction comme



la richesse en sucre des cannes !

La réponse ne s'est pas faite attendre, plus de la moitié des ouvriers et techniciens de production se mettait en grève mardi 23 septembre contre ces décisions scandaleuses et réclamait au contraire le versement d'un 14ème mois de salaire pour tous pour, comme le disaient plusieurs des grévistes, « *compenser l'érosion de notre pouvoir d'achat due à la hausse continue des prix !* ». Sans réponse de la part de la direction, la grève a été reconduite le lendemain.

Jeudi 25, pour calmer les planeteurs, l'usinier leur a promis de réceptionner à nouveau les cannes et de faire redémarrer l'usine avec les

non grévistes.

Les grévistes ne se sont pas laissé impressionner et la grève a été reconduite vendredi 26. Leur détermination a payé puisque lundi Tereos, qui ne voulait rien entendre, a fini par lâcher les dimanches travaillés jusqu'à la fin de la campagne en décembre ce qui a été considéré comme une victoire par les grévistes qui ont voté, en assemblée générale, la levée du piquet de grève et la reprise du travail.

Pour les travailleurs qui refusent de se laisser imposer un recul continu de leur pouvoir d'achat il n'y a qu'un seul chemin à prendre pour se faire entendre : la grève !

Tereos à cours d'argent ? Une fable !

La grève lancée par les ouvriers de l'usine sucrière de Bois-Rouge a déclenché l'ire de la direction de Tereos qui a déclaré que « *bloquer la campagne sucrière dans ce contexte fortement dégradé est particulièrement irresponsable* ».

Teresos se moque du monde. Cette entreprise reçoit chaque année des millions de subventions de l'État français pour compenser son manque à gagner dû à la baisse des cours mondiaux du sucre. L'entreprise bénéficie par ailleurs d'autres millions d'euros d'aides depuis son rachat des usines de Bois-Rouge et du Gol

« pour moderniser son appareil productif ».

Ainsi donc ce groupe capitaliste ne considère pas irresponsable de tendre sa sébile aux pouvoirs publics dès que ses revenus risquent d'être affectés par les changements de conjoncture économique, mais il trouve normal de baisser les salaires de ses ouvriers pour compenser une campagne sucrière qui s'annonce mauvaise et anormal que ses salariés se mobilisent pour réclamer à leur tour des compensations financières !

Deux poids, deux mesures !

Les ouvriers de Bois-Rouge ne

s'en sont pas laissés compter et ils ont bien fait surtout quand on jette un coup d'oeil sur les derniers chiffres des bénéfices engrangés par la SAS Tereos Océan Indien pour la dernière campagne 2023/2024 et qui s'élèvent à la « modique » somme de... 24,5 millions d'euros !

Teresos a largement les moyens de payer les 160 euros d'augmentation mensuelle réclamés par les grévistes de Bois-Rouge !

DANS LE MONDE

RUSSIE-OTAN

Une tension alimentée

Après les drones russes survolant la Pologne et la Roumanie, des avions de l'OTAN ont intercepté des Mig russes qui auraient pénétré l'espace aérien de l'Estonie. Et lundi 22 septembre, le trafic de l'aéroport de Copenhague s'est retrouvé bloqué par des drones d'origine inconnue, mais aussitôt suspectés d'être russes.

L'état-major de l'OTAN dénonce la Russie, et les medias ne sont pas en reste pour alimenter ce qui a tout d'une campagne destinée à persuader les opinions publiques ouest-européennes que la guerre est à leur porte et que la menace vient de l'Est. Le fait que l'UE est devenue le premier fournisseur d'armes de l'Ukraine a certes été signalé cet été, mais en passant. Et sans insister sur le fait que cette politique délibérée, réfléchie des États européens ne peut être interprétée par Moscou que comme une menace accrue.

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Trump se pose en faiseur de

paix en Ukraine. Mais cela ne l'empêche pas de saisir toutes les occasions d'alimenter ses industries d'armement, ce qui pousse à l'intensification de la guerre sur le terrain et contre les populations.

Cet été, Trump a ainsi « offert » aux puissances européennes d'acheter pour 100 milliards de dollars d'armes aux États-Unis afin de les fournir à l'Ukraine. Cela concourt à l'escalade guerrière en Ukraine comme à la militarisation accélérée des États, de leurs budgets, de leurs opinions. Car les représentants politiques des différentes bourgeoisie cherchent à mettre en condition les classes populaires dont ils veulent, avant de les transformer en chair à canon, qu'elles acceptent toujours plus de sacrifices pour se préparer à la guerre. Et pour justifier l'explosion des dépenses militaires au détriment des dépenses sociales, il faut avoir un ennemi à désigner. C'est donc la Russie un jour, la Chine un

autre, quitte à travestir la réalité pour en faire des épouvantails crédibles.

En 2003, les gouvernements occidentaux avaient sciemment menti durant des mois en prétendant que l'armée de Saddam Hussein, le dictateur irakien, disposait d'armes de destruction massive. On n'en a jamais retrouvé la trace, et pour cause. Mais cela servit à justifier aux yeux du monde une croisade militaire de l'Occident contre l'Irak.

Vingt ans plus tard, dirigeants et possédants resservent le même scénario. Mais cette fois à l'échelle de la planète.



Manifestations de colère contre les coupures d'eau et de courant

Victimes depuis des années de coupures de courant et d'eau durant parfois des journées entières, les habitants de la capitale et de ses localités proches ont laissé éclater leur colère contre la gabegie gouvernementale en érigeant des barrages de pneus enflammés.

Le signal de la révolte a été lancé par les étudiants de l'école supérieure polytechnique d'Antananarivo qui a fait tâche d'huile dans les quartiers populaires environnant, surtout après que le gouvernement ait envoyé ses gendarmes pour faire cesser les barrages à coup de grenades lacrymogènes.

À Ankadikely Ilafy (commune rurale située à 8 km au nord de la capitale), la circulation sur la RN3 a été paralysée samedi 20 septembre au soir. Des habitants excédés sont descendus dans la rue pour exprimer leur mécontentement. « C'en est assez ! », ont-ils scandé.

Depuis plusieurs semaines, une grande partie des quartiers de cette commune n'est plus approvisionnée en eau.

« Ni les robinets de nos maisons, ni ceux des bornes-fontaines ne fonctionnent. Et contrairement à d'autres quartiers, aucun camion-citerne n'est

envoyé ici. Nous sommes contraints d'acheter l'eau à 1 000 ariary le bidon de 20 litres », déplorait une habitante (*L'Express* de Madagascar du 22 septembre 2025).

Ces coupures récurrentes rendent en fait la vie impossible à la population laborieuse, mais aussi aux entreprises. Comment en effet dans ces conditions faire tourner les machines des usines ou garder au froid les aliments dans le secteur de la restauration ?

Rajoelina est parvenu au pouvoir suite à un coup d'état en mars 2009. Il s'était targué à l'époque de « diriger

le pays comme une entreprise » lui qui avait fait fortune dans les médias. Mais le moins qu'on puisse dire, c'est que la politique menée par lui et son gouvernement n'a rien donné pour tirer les masses populaires de la misère et le pays du sous-développement. Les richesses du pays continuent plus que jamais d'être accaparées par une mince couche de parasites nationaux et par les trusts capitalistes étrangers.

Alors la seule vraie solution, c'est que ces révoltes sporadiques se transforment en révolution sociale !



La bourgeoisie malgache utilise la violence contre les pauvres parce qu'elle les craint

À cette mobilisation puissante et venant des profondeurs des classes populaires, le président, Rajoelina, n'a su que cracher sur les victimes en déclarant : « Je condamne fermement ces actes de vandalisme et de dégradation que certains cherchent à imposer dans notre pays ».

Incapable de fournir le minimum vital aux trois quarts de la population malgache, il s'est déchargé de ses responsabilités en limogeant dans un premier temps son ministre de l'éner-

gie, puis l'ensemble de son gouvernement, mais il continue à faire donner ses gendarmes du GIS qui, cagoulés et à bord de leurs 4x4, arrosent les manifestants de gaz lacrymogènes, les frappent à coups de matraques et tirent à hauteur d'hommes dans la foule en tuant 22 selon l'ONU et en blessant des centaines d'autres.

Il ne fait qu'attiser la haine des plus pauvres qui se souviendront de ses forfaits et que retarder le moment où les travailleurs lui feront payer la note, à lui et à sa clique d'ex-

ploiters et de parasites, en leur retirant le pouvoir des mains !



Écoles toujours fermées

Après le passage du cyclone Chido sur Mayotte en décembre 2024, la ministre de l'Éducation, Elisabeth Borne, de passage dans l'île fin janvier 2025, promettait de rouvrir les écoles « *le plus vite possible* ». Elle déclarait : « *Il faut qu'on puisse accueillir les enfants toute la journée, on va travailler pour remettre le plus vite possible l'école* ».

Neuf mois après, certaines

écoles, détruites lors du passage du météore, n'ont toujours pas été reconstruites.

C'est le cas de l'école primaire Lihadji Abdou de Combani où les élèves sont privés de cours depuis la dernière rentrée scolaire créant un sentiment de désarroi total et d'injustice parmi les enfants.

Leurs parents confrontés à l'indifférence de l'administration ont décidé de bloquer mardi 30

septembre l'accès à toutes les écoles de la commune pour obtenir de l'État qu'il respecte enfin ses promesses.

Ils estiment que la situation a assez duré comme cela et sont passés à l'action.

C'est en effet le seul moyen d'obtenir que leurs enfants recourent, comme tous les autres enfants du pays, le droit à l'enseignement !

Pexels



Rendez-vous à partir de 19h00
à la salle Riva Kaf
Bocage - Sainte-Suzanne

Adultes 25€
Enfants -12 ans 12€
Enfants -6 ans gratuit

Repas fraternal, spectacles,
exposé scientifique, débats, table de presse,
livres à prix réduits...

NOM:

.....

Prénom :

.....
.....

Adresse:

.....
.....

Ci-joint par chèque la somme
de euros



Pour nous contacter :

Lutte ouvrière
BP 184
97470 SAINT-BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Réservez vos places
auprès de nos militants !

Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576
Directeur de publication : Didier
Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282